

## Un impératif pour le développement : une politique agro-alimentaire nuancée

Forestier R.

Nutrition et alimentation

Paris : CIHEAM  
Options Méditerranéennes; n. 29

1975  
pages 49-55

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI01.0624>

To cite this article / Pour citer cet article

Forestier R. **Un impératif pour le développement : une politique agro-alimentaire nuancée.** *Nutrition et alimentation*. Paris : CIHEAM, 1975. p. 49-55 (Options Méditerranéennes; n. 29)



<http://www.ciheam.org/>  
<http://om.ciheam.org/>

# Un impératif pour le développement : une politique agro-alimentaire nuancée

**R. FORESTIER**

*Secrétaire général  
de la Commission Internationale  
des Industries Agricoles  
et Alimentaires*

Au même titre que les autres domaines de l'activité économique, le secteur agro-alimentaire doit jouer son rôle dans les perspectives économiques, sociales et politiques des prochaines décennies. Mais les objectifs offerts à son développement ne peuvent moins qu'ailleurs se limiter à une volonté inconditionnelle de croissance. Pour les siècles à venir, l'agriculture est au premier chef comptable de la nature et nourricière de l'humanité. La recherche du profit dans l'essor des économies nationales doit donc ici se nuancer, au delà de la simple croissance, par la prise en compte de la préservation de la nature, du débordement démographique planétaire, de la maîtrise de la faim dans le monde, de l'inévitable redistribution des aliments, des pouvoirs et des richesses.

C'est pour répondre à ces objectifs, qui sont aussi des devoirs, qu'il revient aux Nations de combiner, en fonction de leurs propres aptitudes, un développement plus efficace de leurs agricultures et un prolongement de celles-ci à travers un réseau plus ou moins dense d'industries alimentaires. Un bref rappel des objectifs est nécessaire avant d'envisager les divers aspects de ce double développement.

La *Croissance* demeure la première exigence de notre civilisation contemporaine : l'élévation du niveau de vie, la sauvegarde de l'emploi, la poursuite du progrès, l'augmentation du produit national, autant d'axiomes qui postulent la participation de tous les secteurs de l'économie. S'y ajoutent aussi dans certains pays d'autres aspirations, notamment la recherche d'une plus grande indépendance dans les activités, les approvisionnements, les objectifs nationaux. Autant de raisons pour stimuler vigoureusement, surtout dans les sociétés rurales, l'essor de l'agriculture et de son industrie alimentaire.

Cette exigence du développement, commune à tous les peuples et à toutes les classes, prend du reste chez certains une acuité particulière. Le contraste est

ressenti de plus en plus intolérable entre la pauvreté et la prospérité; il n'est pas de pays, aussi développé soit-il qui ne comporte ses inégalités sociales, exigeant d'y lutter contre la misère, la malnutrition, le chômage. A fortiori faut-il prendre en compte le déséquilibre qui divise de plus en plus tragiquement la planète : combien de temps sera-t-il tolérable que 70 % de l'humanité ne disposent que de 20 % du revenu mondial ou 40 % de la ressource alimentaire? Les premiers pas de cette libération passent par le développement de l'Agriculture et des Industries Alimentaires de base qui la prolongent et la valorisent.

La *préservation de la nature* vient cependant depuis peu d'années tempérer cet hymne souvent effréné à la croissance. L'envahissement des pollutions, la rupture des équilibres biologiques, l'irréversibilité des destructions, sont entrés désormais dans la conscience des peuples pour y subordonner le rythme du progrès et les techniques de la civilisation.

Il faut rattacher à la même angoisse l'épuisement des ressources non renouvelables. Pour n'en prendre que l'exemple le plus flagrant et le plus actuel, la consommation de pétrole et de gaz (c'est-à-dire les deux tiers des sources de l'énergie mondiale) double tous les 9 ans, c'est-à-dire trois fois plus vite que la population mondiale, que ne parvient pas à suivre le progrès agricole ou la ressource alimentaire.

Ce gaspillage s'aggrave du reste d'une injustice, reflet de l'inégalité de développement économique qui divise le monde. La part prélevée par les pays les plus avancés sur les ressources non renouvelables est dans un rapport analogue à celui qui oppose les nations affamées et les États nantis : 35 % de la population mondiale consomment 85 % du pétrole, dont le Tiers-monde fournit du reste 83 %. Il en est de même pour d'autres ressources, telles des minerais, métaux, etc., dont l'épuisement se profile à l'horizon de nos âges.

Faut-il pour autant suivre sans réserve les apôtres de la non-croissance? Du moins doit-on mesurer avec parcimonie les ponctions sur la nature et les atteintes à l'équilibre biologique pour tenter de préserver vers les prochains siècles l'espèce humaine et sa biosphère : dépenser trop, gaspiller inutilement, c'est attenter à long terme à la survie de l'humanité.

Il est clair maintenant que les civilisations agricoles et rurales sont un bouclier contre ces débordements. L'agriculture va donc requérir une priorité, même dans les économies les plus dynamiques, et se prolonger en industries qui la valorisent notablement tout en luttant scrupuleusement contre leurs pollutions.

L'explosion démographique des dernières décennies vient aggraver ce bilan de l'avenir. La croissance exponentielle du peuplement va encore doubler d'ici 30 ans les habitants de la planète, l'essentiel de ce pullulement étant localisé dans le Tiers-monde déjà accablé de famine et de misère. Même si le contrôle de cette croissance pouvait être universellement mis en œuvre dès maintenant, il ne pourrait faire sentir ses premiers effets avant que la population mondiale ait au moins doublé. Il faut donc souligner avec le Club de Rome que l'avenir démographique pose le problème des subsistances en termes différents de ceux des autres secteurs, et que même l'hypothèse d'une « croissance zéro » serait une chimère dans l'ordre agro-alimentaire. L'intensification de l'agriculture est donc un devoir sacré pour l'ensemble des pays.

Car la crise alimentaire mondiale reste l'incrimination majeure de nos générations. Au delà des nuances statistiques et de leurs exégèses on peut retenir que la situation, au mieux, stagne dans certaines courtes périodes, au pire, ne cesse de se détériorer sur le long terme. La disponibilité alimentaire par tête d'habitant reste en dessous de la courbe démographique; elle régresse dans l'ensemble du continent africain et du sous-continent asiatique. La « ceinture de la faim », sommairement localisée entre le 45° parallèle nord et le 30° sud, englobe 1 milliard d'habitants, et des drames comme ceux du Sahel peuvent à tout instant s'y renouveler.

Expression concrète du sous-développement, la faim n'est du reste pas le privilège de ces régions. Même dans les pays les plus favorisés, existe une population cachée — enfants, sous-prolétaires, vieillards — plus ou moins prisonnière de la malnutrition. Au delà de la stricte équité sociale qui impose d'y remédier, cette situation, par les menaces directes ou indirectes qu'elle comporte sur le rendement de l'appareil économique ou la quiétude des structures politiques, coûte finalement plus cher à la société que les remèdes propres à y mettre un terme. A refuser d'en payer le prix, on risque que les groupes vulnérables, dans la nation et dans les continents, deviennent plus vulnérables encore, et que l'écart s'accroisse jusqu'à la ruine.

Les implications politiques ne peuvent donc s'ignorer dans le choix d'une stratégie agro-alimentaire. S'il faut à la fois poursuivre la croissance économique, préserver la biosphère vitale, nourrir le surpeuplement prochain, éponger la sous-nutrition inique, c'est une charge considérable dont les nations devront accepter de se donner les moyens. Accroissement des impôts,

développement des mesures autoritaires, renforcement des assistances internationales, et finalement redistribution plus ou moins profonde entre les classes et entre les peuples : tels sont, en conjonction avec les efforts nationaux de croissance interne, les échéances qu'implique au niveau planétaire une politique de l'alimentation.

L'agriculture jouera naturellement le rôle essentiel dans une telle politique.

D'abord, parce qu'elle est encore, dans de nombreux pays, la seule potentialité locale qui puisse donner lieu à développement et progrès à partir des structures initiales sans les condamner prématurément; dans des cas fréquents, 50 % à 80 % du produit national brut vient encore de la terre.

Ensuite, parce qu'elle entretient puis enrichit une vie rurale qui demeure, même dans les pays les plus avancés, un réservoir de main-d'œuvre mobilisable pour d'ultérieures étapes économiques. A cet égard, la préservation des structures socio-économiques et l'équilibre des peuplements que permet la prospérité de l'agriculture peuvent constituer l'option politique pour une certaine civilisation.

Encore, parce que sa prospérité induit dans un premier stade, le développement d'industries connexes (engrais, aliments du bétail, machinisme, outillage, transports, emballages, etc.), et dans une seconde phase suscite en chaîne l'animation d'ensemble de l'économie.

Enfin, parce que seule l'occupation dense et féconde de l'espace rural peut sauvegarder à long terme la nature et faire contrepoids aux nuisances et pollutions qui accompagnent les débordements de l'urbanisation et l'industrialisation.

On ne s'étendra pas ici sur les diverses composantes d'une politique agricole, ni sur le bilan trop souvent méconnu des coûts et profits qu'elle comporte pour toute nation. Obtenir davantage de denrées, dans une qualité améliorée, à des coûts de revient plus compétitifs : tout gouvernement assigne de tels objectifs à la modernisation de son agriculture. C'est au niveau des investissements, des consommations ou des débouchés qu'interviennent les choix politiques et sociaux.

Améliorer l'approvisionnement national, là où sévit encore la sous-nutrition, exigera que l'effort soit réservé à la vulgarisation primaire des techniques, aux équipements de conservation ou de stockage. L'exportation des produits bruts n'est alors qu'une étape ultérieure du développement, souvent indispensable pour fournir les devises qui conditionnent l'importation et le progrès, mais acceptable seulement après qu'a été satisfaite l'obligation alimentaire, et pour autant que les cultures vivrières ne s'en trouvent pas sacrifiées. Maints pays africains ont fait autrefois la cruelle expérience de choix malheureux en ce sens, lorsque les monocultures industrielles destinées à l'exportation étaient exagérément développées.

La primauté des céréales demeure à cet égard un impératif pour la plus grande partie de la planète : elles représentent 80 % du régime alimentaire des populations et constituent la source principale de calories et protéines. Avec la sélection des variétés et l'amélioration des rendements, les premières étapes de l'équipement ou l'industrialisation consisteront ici à réduire les pertes qui détruisent encore entre 20 %

et 50 % des récoltes dans les pays en voie de développement : lutte contre les insectes, les rongeurs, les maladies; amélioration du stockage, de la manutention, du séchage, de la transformation.

La « révolution verte », qui valut à son initiateur, Norman Borlaug, le prix Nobel de la paix, a pu paraître un moment, en favorisant le développement de nouvelles céréales à haut rendement, la clé agricole des déséquilibres mondiaux; elle a laissé entrevoir le doublement des récoltes en 5 ou 10 ans dans des pays tels que l'Inde ou le Bangladesh. Mais ses limites commencent d'apparaître, — et notamment le fait qu'en se substituant sans mesure aux cultures traditionnelles de légumineuses, elle perturbe les régimes alimentaires et diminue d'autant la ration protéique.

La politique de l'élevage comporte les mêmes risques. Sans doute est-elle une nécessité pour les économies en voie de décollage ou en phase de transition, ne serait-ce que pour fournir la diversification physiologiquement indispensable des rations alimentaires. Mais le déficit de viande que connaissent pour quelques années les pays les plus avancés ne doit pas faire perdre de vue qu'il s'agit là, à l'échelle mondiale, au delà d'un certain rythme de croissance, d'un luxe et d'un gaspillage de civilisés, chez qui la consommation double en 15 ou 20 ans, alors qu'il faut dépenser 7 calories végétales pour « faire » une calorie animale. Rien n'assure qu'au delà de quelques décennies ce mouvement pourra se maintenir.

Ainsi la modernisation et le nuancement des politiques agricoles comportent des contraintes et des limites, aussi bien dans les premières étapes du développement économique qu'aux phases les plus avancées du progrès. Pour les pays en voie de développement, ce sont surtout les données humaines qui conditionneront l'orientation de leur Agriculture. Rythme de croissance de la population et de ses besoins alimentaires; composantes du peuplement, répartition de ses âges et ressources de sa dynamique; permanence des civilisations rurales et distribution des terres; aptitudes intellectuelles à l'assimilation des technologies et la maîtrise des gestions : autant de paramètres qui commandent pour le Tiers-Monde les choix et les voies des politiques agricoles.

A l'autre bout de l'éventail des techniques, la vulnérabilité des agriculteurs qu'on pouvait croire aisément maîtrisée vient d'être révélée avec la crise mondiale de l'énergie. Une agriculture industrialisée consomme de plus en plus d'énergie, en engrais, pesticides, motorisation, transports, conservation; aussi bien par la pénurie des ressources énergétiques que par l'élévation de leur coût, la productivité de l'agriculture risque de rencontrer des limites jusqu'alors inattendues. *A fortiori* est-ce vrai dans les pays en voie de développement, comme on vient de le voir en Inde par exemple, où le renchérissement du pétrole a entraîné une baisse de 30 % de la consommation des engrais, donc une chute des récoltes et une aggravation de la crise alimentaire.

On n'oubliera pas non plus que la modernisation des cultures, en exigeant plus d'engrais, de pesticides, de mécanisation, d'énergie, donc plus de capitaux, crée les grandes exploitations terriennes, c'est-à-dire suscite la dépossession partielle des ruraux, leur paupérisation ou leur migration vers les industries et les villes. A tous les degrés de la civilisation, les structures

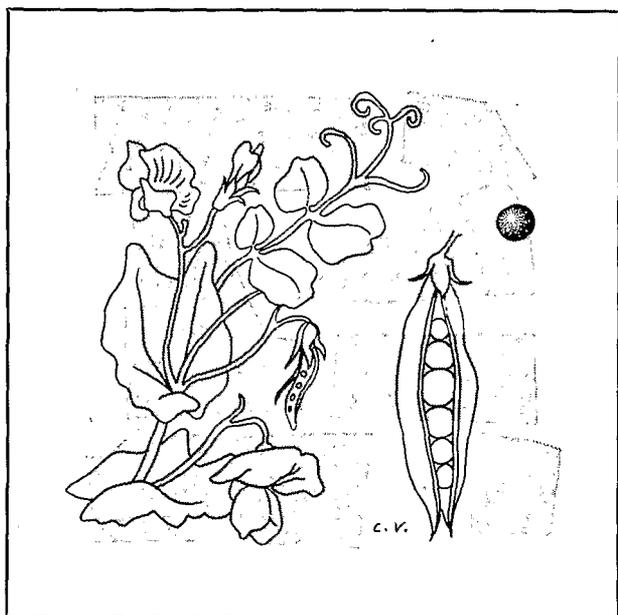
socio-politiques ne peuvent subir qu'à doses mesurées de telles conséquences du progrès agricole.

D'autres facteurs limitent ou conditionnent en tous pays le rythme de ce dernier. Le poids des investissements et l'élévation des coûts de revient absorbent une part de plus en plus grande de capitaux, suscitant l'inflation du crédit et la hausse des prix à des niveaux que la valeur ajoutée ainsi conquise peut ne plus suffire à justifier. De même le risque de surexploitation du sol et d'altération de la nature n'est pas négligeable à l'échelle des siècles; dans un domaine voisin, la « sur-pêche », aggravée par la pollution, rend maintenant prudent sur les espoirs qu'on a pu mettre dans l'exploitation des océans, en même temps que commence d'apparaître l'épuisement de la terre dans certaines zones des continents.

Une politique de l'Industrie Alimentaire doit dès lors s'envisager comme un complément et un nuancement de ce difficile progrès agricole. Elle améliore et diversifie la nutrition; elle offre des emplois, notamment en zone rurale; elle crée de la valeur ajoutée, profitable pour le revenu des agriculteurs et le bilan des exportations. Pour toutes ces raisons, qui sont trop connues pour qu'on les développe ici, il semblerait souhaitable de lui donner le rythme le plus soutenu de développement, en conjonction avec une modernisation raisonnée de l'agriculture.

Mais pour définir la part qu'il convient d'accorder dans les plans de développement à l'essor des industries alimentaires, encore faut-il mesurer la contribution que la transformation des produits agricoles peut apporter au décollage économique du pays, à son équilibre humain et à son progrès social. C'est donc le meilleur emploi des ressources nationales qu'il faut arbitrer, compte tenu de l'exigence de toute industrie alimentaire pour sa *matière première*, sa *technique*, sa *main-d'œuvre*, son *investissement*, son *marché*.





### LA MATIERE PREMIERE

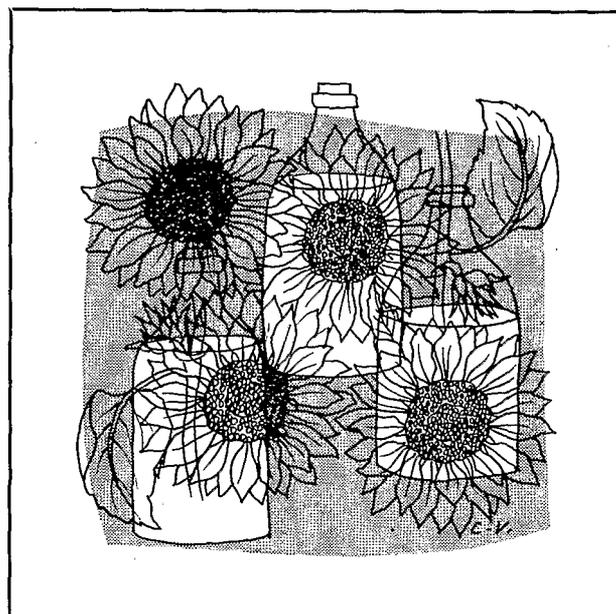
Il ne saurait être question de fonder une industrie sans lui garantir la continuité de ses approvisionnements; la production agricole destinée à la transformation doit donc être rendue disponible sur le long terme. En particulier, la fonction régulatrice qu'on est trop souvent porté à imposer à l'industrie alimentaire pour l'épongement de surplus épisodiques ne peut représenter qu'une portion marginale de son activité.

Mais réciproquement, la création d'une industrie offre à l'agriculture la certitude d'un débouché et d'un revenu qui justifient un programme agricole de production à moyen terme. La solidarité qui existe ainsi entre l'amont et l'aval doit se nouer par des contrats d'approvisionnements, engagements de culture, ou toutes autres matérialisations formelles de cette « économie contractuelle ».

Il ne suffit pas d'évaluer ainsi des programmes de production ou des tonnages de livraison, puis de les assortir si possible d'engagements fermes, il faut encore que le niveau des prix, ou les modalités de leurs calculs, ou les marges de leur variation, ou les conditions de leur règlement, apportent à la culture la sécurité d'un débouché rentable qui encourage l'effort de production et d'équipement.

A mesure que les techniques industrielles s'affinent et que le goût du consommateur se raffine, l'industrie a besoin d'une matière première de moins en moins banale, de plus en plus spécifique en normes, formats, caractères physiques ou chimiques, qualité sanitaire, valeur nutritionnelle, etc. A la limite, c'est une culture réservée à la transformation qui se développe, mais ne peut s'envisager que dans le cadre d'engagements contractuels astreignants.

Ainsi, la création des industries alimentaires, qui repose sur la certitude d'approvisionnement en matière première, est à son tour pour l'agriculture un stimulant et un facteur de progrès et d'organisation. Elle peut y susciter des groupements de vulgarisation, des coopératives de collecte et de transformation qui enrichissent et stabilisent le monde rural.



### LA TECHNIQUE

Le choix des industries à développer dépend aussi des aptitudes techniques de chaque pays, qui doit mesurer ses ambitions aux technologies appropriées à ses moyens. La recherche appliquée, prolongée jusqu'au stade concret de la mise en œuvre, est ainsi l'étape préalable, et trop souvent sous-estimée, tant il est vrai qu'en industrie alimentaire comme ailleurs, le progrès économique et social passe par une utilisation plus systématique de la science et de la technologie.

On n'oubliera pas à cet égard les délais de l'innovation : de la recherche fondamentale à la découverte technologique, puis au développement, enfin à l'industrialisation à grande échelle, plusieurs années s'écoulent, pendant lesquelles auront pu évoluer le progrès technique et le marché commercial, ce qui impose une grande prudence aux firmes comme aux gouvernements avant de donner le feu vert à tel ou tel type d'industrialisation.

Le degré optimal de la transformation ou de l'élaboration devrait aussi éviter l'abus de sophistication où se disperse, dans les civilisations les plus avancées, la présentation des denrées alimentaires pour un consommateur blasé. Gaspillage de matières, d'emballage et d'énergie, déperdition de pouvoir d'achat vers des captations éphémères suscitées par une publicité dévergondée : autant d'altérations sociologiques où s'égarer de plus en plus les peuples riches et que doivent soigneusement éviter les pays en voie de développement.

D'autres facteurs conditionnent le choix des industries alimentaires à développer. Sans parler de la consommation importante en eau, transports, etc., qu'exigent certains types de ces entreprises, l'actualité oblige à souligner que cette industrie est une grosse consommatrice d'énergie, qui absorbe de 20 à 30 % du prix de revient alimentaire. Le poids de cette servitude imposera certainement d'importantes reconversions technologiques dans les années à venir.

L'équipement des entreprises suppose aussi une infrastructure de génie industriel alimentaire : pour la création des usines, l'entretien des outillages, la réparation des machines, un minimum national de

logistique est indispensable, sans lequel il n'y a pas de sécurité ou d'indépendance. En cherchant à se donner cette garantie, chaque pays doit aussi s'interroger sur le niveau auquel il est raisonnable de fixer ce seuil, et aussi sur l'animation qu'il peut ainsi procurer à son tissu rural, notamment par la dispersion d'artisanats ou de petites entreprises qui constituent l'utile environnement des industries alimentaires.

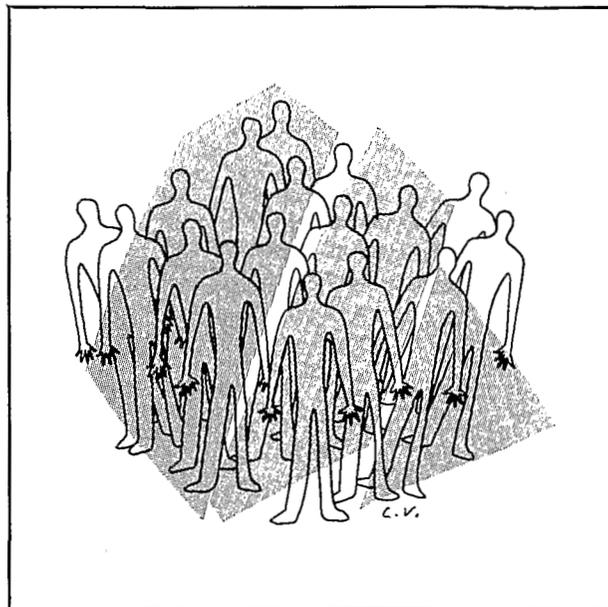
Finalement, l'éventail optimal des secteurs industriels dépendra de ces aptitudes à maîtriser et servir telle ou telle technologie. Aux pays en voie de développement, on ne saurait trop conseiller une grande prudence et une sage progressivité. En zone céréalière, la mouture doit être modernisée, éventuellement suivie par la boulangerie, beaucoup plus tard par la biscuiterie ou la pâtisserie. Les cultures oléagineuses doivent se prolonger le plus vite possible en huileries, sources de protéines, l'extraction par solvant devant s'y généraliser. Les fruits et légumes fournissent l'aliment d'industries de séchage, puis de fabrication de concentrés et de jus; la confiture, la conserve la surgélation, exigeantes en technologies et en investissements, ne peuvent s'envisager qu'en étape ultérieure.

L'existence de productions animales implique la création d'abattoirs et de frigorifiques, plus tard d'entreprises de conserves et de salaisons : la poudre d'œuf peut régulariser le débouché des avicultures. Le poisson suggère d'abord l'amélioration des pratiques artisanales de séchage ou de fumage, puis le développement du froid, plus tard l'équipement de conserveries.

A l'autre bout du cycle de progrès, s'ouvrent des perspectives nouvelles aux pays les plus avancés, autant par l'affinement des technologies que par l'évolution des marchés. L'utilisation des protéines végétales est une des voies à explorer, comme le succès du *toned milk* commence d'en montrer l'exemple. La technologie des emballages suscite actuellement beaucoup de réserves des consommateurs, et appelle donc un effort d'innovation dans le sens de la sécurité sanitaire et l'abaissement des prix de revient. Les industries de fibres (laine, soie, jute, lin, noix de coco, etc.) peuvent contourner le marasme de la grande industrie textile ou synthétique par le renouveau de filatures et tissages de tradition ou d'art populaires, ponctuellement favorables pour tous les niveaux de civilisation à l'enracinement et la prospérité des structures rurales. Les micro-organismes, en particulier avec l'emploi des levures, apportent une source de protéines alimentaires dont le développement très rapide peut améliorer profondément le bilan nutritionnel de la planète; l'extrême diversité des substrats dont se nourrit leur croissance, d'abord suscitée à partir de paraffines saturées du pétrole ou d'alcanes dont des usines fonctionnent déjà en France ou en Grande-Bretagne, permet d'envisager d'autres matières premières à partir du méthanol ou méthane notamment, — puis en utilisant des matières premières agricoles ou sous produits qui permettront d'éponger des excédents glucidiques en économisant des protéines.

Plus généralement, la récupération des déchets et l'utilisation des sous-produits vont devenir, aussi bien dans les pays en voie de développement que dans les économies les plus avancées, un domaine privilégié, à la fois source de valeur et antidote du gaspillage. Cet effort s'impose en aval de la plupart des industries alimentaires, de céréales (issues), de viande (cuirs,

peaux, cinquième quartier), de laiterie, d'oléagineux, de poisson, etc.; il doit également conduire à la fabrication d'aliments composés équilibrés pour animaux, aussi bien pour l'intensification des élevages de boucherie que pour la gastronomie urbaine de chiens et chats.



## LA MAIN-D'ŒUVRE

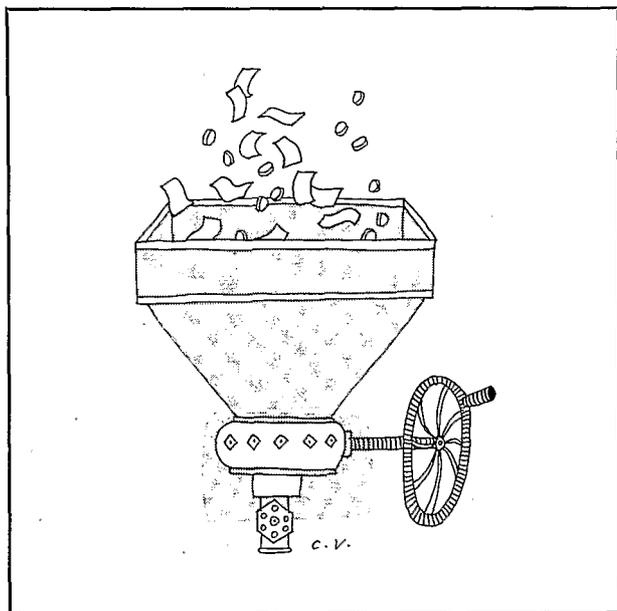
Un autre facteur limitant dans la création ou le développement d'industries alimentaires réside dans les ressources humaines locales, notamment dans les aptitudes de la structure sociale à fournir la main-d'œuvre d'exécution et les cadres correspondants, — donc à assimiler et maîtriser les technologies propres à chaque secteur envisagé.

Au niveau du salarié de base, les pays à main-d'œuvre pléthorique, où sévissent notamment l'exode rural et le chômage péri-urbain, où les salaires sont bas, s'orienteront plutôt vers les industries alimentaires moins mécanisées ou moins automatisées, en évitant la modernisation trop rapide ou trop poussée de l'équipement, de façon à offrir un supplément d'emploi sur le marché du travail.

Au niveau de l'encadrement, on sous-estime trop souvent le caractère spécialisé de ce secteur d'industrie, où il faut à la fois contrôler les phénomènes biologiques, servir et entretenir des matériels élaborés, assurer la gestion financière et commerciale de l'entreprise. Se pose alors le préalable du recrutement et de la qualification des cadres : même dans les pays les plus avancés, la formation de la maîtrise et des spécialistes, l'enseignement des ingénieurs, l'orientation des scientifiques, sont encore insuffisants au regard des besoins d'une exploitation optimale de ce secteur.

Mais ce sont surtout les implications sociologiques d'un développement de l'industrie alimentaire qu'il faut prendre en considération. Correctement disséminées à travers le tissu rural, un réseau de petites et moyennes industries, que leur proximité physique rattache à la terre autant que leurs imbrications technologiques, peut jouer un rôle décisif sur l'ancrage du peuplement et la stabilité d'un certain type de civilisa-

tion; cette fonction est aussi utile au cœur des sociétés rurales en voie de développement qu'en face des prolétariats urbains sur-industrialisés. En outre, les mutations sociales induites par l'emploi dans les industries alimentaires offrent sur place un premier échelon de promotion appréciable pour une large tranche de population. Cela va jusqu'au maintien d'une certaine technologie traditionnelle, qualitative, artistique, folklorique, bénéfique dans tous les types de civilisation.



## L'INVESTISSEMENT

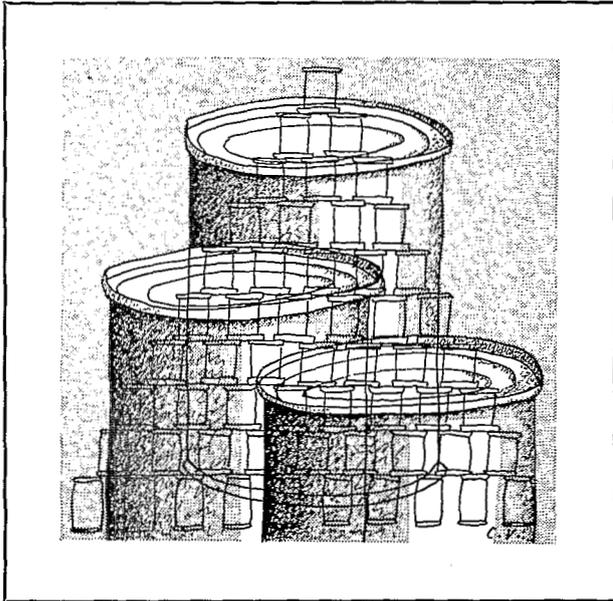
A partir d'un certain niveau d'efficience et de modernisme, l'alimentation, comme l'agriculture, est une industrie lourde, exigeante en capitaux. A ce que représente la construction de toute usine et l'achat de ses outillages, le caractère saisonnier des productions vient ajouter le coût des équipements de stockage et le financement des stocks; l'approvisionnement en matière première agricole entraîne en outre des transports pondéreux, quotidiens, fragiles, dispersés.

C'est donc le niveau économique et technologique de chaque pays, c'est-à-dire la ventilation des capitaux mobilisables entre les différents objectifs économiques et sociaux de son développement, qui détermine l'importance des investissements disponibles pour l'industrie alimentaire. Mais c'est aussi le degré de rentabilité atteint par cette dernière, dans un système donné de taux de salaires et de prix de vente, qui permet d'apprécier le point à partir duquel un complément d'outillage ou de progrès n'est plus justifié par le surcroît de produit brut qu'il fournit. Au plus bas de l'échelle du développement, la pénurie de capitaux peut imposer le maintien d'une politique d'exportation de produits agricoles bruts, qui prive de la plus-value apportée par la transformation mais fait l'économie de l'investissement ainsi que de ses charges financières ou ses servitudes politiques.

Le problème de l'indépendance nationale d'une industrie alimentaire se pose en effet à trois niveaux. Au point de vue de la maîtrise et la sécurité des débouchés, comme on le verra plus loin; au point de vue de l'autonomie des technologies, lorsqu'il faut importer de l'extérieur des brevets, des matériels, des spécialistes, ce qui inscrit au passif des intérêts et royalties. Mais c'est surtout l'appel aux capitaux étrangers pour financer l'investissement qui mérite attention; l'internationalisation croissante du capital dans la grande industrie alimentaire installe de plus en plus par dessus les frontières de puissantes sociétés multinationales. Sans doute apportent-elles leur potentiel financier, technique et commercial; mais plus promptes au désengagement et moins motivées par les solidarités nationales, la dynamique propre de ce type d'entreprises les rend plus attentives à la loi du profit et à l'opportunité de la conjoncture qu'à la rentabilisation et au développement de l'agriculture et de l'industrie alimentaire. Les forces de travail et les équipements induits que l'arrivée de ces grandes firmes a pu susciter dans l'agriculture et dans les activités connexes risquent alors de voir leur stabilité compromise sans de sérieuses précautions politiques que les gouvernements intéressés ne sont pas toujours en mesure de faire prévaloir.

Ces précautions viennent nuancer le bilan qu'on peut faire dans la balance des échanges et des comptes sur les conséquences du développement de l'industrie alimentaire. Sans doute, en exportant des produits finis en place de matière première, gagne-t-on la valeur ajoutée et le surplus correspondant de devises. Mais il faut à l'occasion porter au passif, selon les cas, le règlement des redevances de brevets et technologies acquises, — l'importation d'outillages et matières premières complémentaires —, l'entretien des sociétés mères multinationales et leurs exportations de bénéfices ou de capitaux, voire à la limite l'achat et la gestion d'usines « clés en mains ».

Il est vrai que l'impact économique global d'un essor de l'industrie alimentaire vient considérablement améliorer ce bilan, et justifie dans la plupart des cas qu'on s'engage dans cette politique. Modernisation de l'agriculture, placement de ses productions et sécurité de ses revenus; animation du tissu rural et embauche de main-d'œuvre locale; création d'activités connexes (transports, machines, emballages, plastiques, chimie, ...) : autant d'effets induits qui font progresser un pays dans l'ère industrielle tout en contribuant à un aménagement social de son économie et son territoire.



## LE MARCHÉ

Le vrai problème, qui commandera le choix des technologies, des investissements, des cultures, c'est celui du marché : on ne produit que ce qu'on vend.

Un premier arbitrage doit s'exercer au profit du marché intérieur, principalement pour les pays en voie de développement : quelle part est-il possible de prélever sur l'alimentation locale pour la destiner à la transformation, compte tenu de l'importance plus ou moins grande de l'autoconsommation spontanée au stade de la culture ? une fois cette obligation remplie, quels produits transformés peuvent convenir aux traditions du marché local tout en contribuant à y relever le niveau diététique ?

Ce préalable étant satisfait, les pays exportateurs de matières brutes (oléagineux, café, cacao, épices, fibres, caoutchouc, ...) ont tout intérêt à devenir transformateurs et fabricants de produits alimentaires, donc exportateurs de produits finis, bénéficiaires d'une valeur ajoutée.

Encore, en se plaçant ainsi dans la compétition internationale, faut-il bien en mesurer les chances et les risques. Les pays plus avancés, déjà installés sur le marché mondial n'en faciliteront pas l'ouverture ; maintes formes de protectionnisme, visibles ou cachées, entravent les échanges alimentaires sous le couvert de réglementations techniques ou sanitaires, par exemple, qui viennent s'ajouter à l'affrontement des réseaux du négoce. Une infrastructure commerciale, indispensable en aval de l'industrie alimentaire, ne s'improvise pas ; peut-être est-elle même la phase la plus dangereuse du développement. Le financement des exportations est en outre un fardeau que seules les firmes puissantes peuvent supporter, et que des organisations officielles ou para-étatiques doivent à défaut prendre à leur compte.

La conquête de nouveaux débouchés peut être plus facile sur certains pays en voie de développement ou certains marchés du Tiers-Monde, preneurs d'aliments d'élaboration simplifiée encore proches des

habitudes locales, ou dont le bilan nutritionnel peut s'améliorer au bénéfice de leur décollage économique. A l'inverse, les consommateurs blasés des pays les plus riches exigent de l'industrie alimentaire des articles de plus en plus sophistiqués, et la recherche de produits nouveaux (ou prétendus tels) peut seule ouvrir de nouveaux marchés que bousculent bien vite d'autres « nouveautés » portées par une publicité effrénée.

Ainsi, parce que cette bataille de débouchés n'est jamais terminée, le lancement puis le progrès et la survie d'une industrie alimentaire exigent une étude constamment à jour du marché, l'appréciation du « créneau » favorable dans la gamme des produits et l'éventail des clients, l'entretien d'un réseau commercial conquérant. Mais il faut aussi le soutien d'une politique d'exportation poursuivie avec continuité à travers les incidents épisodiques de la conjoncture. De la culture à l'usine, la chaîne agro-alimentaire exclut les improvisations et les discontinuités.